

2013

Rapport d'activité

Jahresbericht

FCV - VWG

Fédération des Communes Valaisannes
Verband Walliser Gemeinden

Sommaire

Inhaltsverzeichnis

Mot du Président de la FCV	2
Wort Präsidenten des VWG	3
Rapport d'activité du comité	4
Tätigkeitsbericht des Vorstandes	10
Comptes d'exploitation / Budget	16
Erfolgsrechnung / Budget	17
Bilan / Bilanz	18
Rapport des vérificateurs	19
Revisorenbericht	19
Comité	20
Vorstand	20

Mesdames, Messieurs les Présidents,

Mesdames, Messieurs les Conseillers communaux,

Mesdames, Messieurs,

C'est avec plaisir que nous portons à votre connaissance le rapport annuel 2013 de notre fédération des communes valaisannes. Comme les années précédentes, nous avons été confrontés à de nombreux sujets ou dossiers importants avec des effets directs ou indirects sur nos collectivités locales. La FCV est aujourd'hui, bien plus qu'hier, un partenaire privilégié de l'Etat du Valais, de son gouvernement et des services qui le composent pour tous les domaines ou problèmes touchant nos communes. Nous pouvons ainsi mieux défendre nos collectivités locales à tous les stades des procédures législatives et des processus de prise de décisions, que ce soit au niveau des nombreuses procédures de consultation, des différents groupes de travail, de commissions de pilotage ou de commissions extraparlimentaires. Nous pouvons également protéger nos intérêts lors des contacts directs avec les Chefs de départements et les Chefs de service.

Si la Fédération des communes valaisannes a, en 2013, été renouvelée au sein de la présidence et du comité, la direction prise par le nouvel organe dirigeant ne change pas. C'est la continuité de l'action qui est privilégiée. Durant cette première année, le Président de la Fédération et le Secrétaire général ont rencontré, personnellement, l'ensemble des Chefs de départements pour se présenter et s'entretenir sur des sujets importants touchant notre Canton et nos communes. Cette approche s'est également poursuivie auprès de certaines associations professionnelles. Nous avons pu nouer des contacts privilégiés entre dirigeants pour le bien de nos communes. Comme vous pourrez en prendre connaissance tout au long de ce rapport, votre Fédération a participé à de nombreuses commissions, a traité et suivi d'importants dossiers durant l'année 2013 liée à l'initiative Weber, à la procédure de consultation de la future Loi fédérale sur les résidences secondaires, à la révision de la loi fiscale, à la révision de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire, à la 3^{ème} correction du Rhône ou à la réforme des institutions « R21 » pour ne citer que les plus sensibles.

Je tiens à remercier le Président du gouvernement et ses collègues du Conseil d'Etat pour leur collaboration extrêmement précieuse et constructive tout au long de l'année 2013 et marquée d'un esprit de partenariat toujours très apprécié. Ma reconnaissance s'adresse également aux divers Chefs des services cantonaux, à leurs collaboratrices et collaborateurs pour leur échange et écoute. Cette même reconnaissance s'adresse tout particulièrement à Monsieur Maurice Chevrier, Chef du service des affaires intérieures et communales, et à Monsieur Olivier Beney, Délégué aux finances et réformes communales, qui, en tant qu'interlocuteurs directs des communes, sont toujours à l'écoute de nos diverses requêtes.

Si l'année 2013 fait partie aujourd'hui du passé, les défis posés à nos collectivités locales ne font que s'accroître. Nous devons être toujours plus attentifs aux décisions prises tant au niveau fédéral que cantonal, car souvent les incidences pratiques ne sont pas suffisamment pesées et réfléchies et posent de nombreux problèmes au dernier échelon que sont nos communes. Il est donc primordial que nous soyons présents à tous les niveaux et que nous prenions des positions conjointes pour pouvoir les défendre auprès des autorités cantonales avec l'impact nécessaire.

Un grand merci aux membres du Comité et au Secrétaire général pour l'excellente collaboration et pour leur engagement tout au long de l'année dans l'intérêt des communes valaisannes. Merci à vous, Mesdames les présidentes, Messieurs les présidents, pour votre parfaite collaboration, vos diverses réactions et surtout pour votre soutien sans faille à notre Fédération.

Stéphane Pont, Président

Sehr geehrte Damen und Herren Gemeindepräsidenten
Sehr geehrte Damen und Herren Gemeinderäte
Sehr geehrte Damen und Herren

Es freut uns, Ihnen vorliegend den Jahresbericht 2013 des Verbandes Walliser Gemeinden präsentieren zu können. Wie bereits in den Vorjahren, waren wir auch im vergangenen Verbandsjahr mit einer Vielzahl von Themenbereichen und wichtigen Dossiers mit direkten oder indirekten Auswirkungen auf unsere lokalen Körperschaften konfrontiert. Der VWG ist heute ein privilegierter Partner des Kantons, dessen Regierung und dessen Dienststellen, die den Verband für sämtliche die Gemeinden betreffenden Bereiche oder Probleme angehen. Dies erlaubt uns, die Interessen unserer lokalen Körperschaften in sämtlichen Stadien der Gesetzgebungsverfahren und der übrigen Entscheidungsprozesse wirkungsvoll zu vertreten, sei dies auf Stufe der zahlreichen Vernehmlassungsverfahren, der verschiedenen Arbeitsgruppen, Steuerungsgruppen oder ausserparlamentarischen Kommissionen. Zudem erlauben uns die regelmässigen direkten Kontakte mit den Departementsvorstehern und den Dienstchefs, die Anliegen der Gemeinden direkt einzubringen.

Auch wenn der Verband Walliser Gemeinden im 2013 in der Präsidentschaft sowie im Vorstand personelle Veränderungen erfahren hat, ändert dies nichts an der Ausrichtung des VWG. Entscheidend ist es, in der Tätigkeit des Verbandes eine Kontinuität gewährleisten zu können. Während dieses ersten Jahres haben der Präsident und der Generalsekretär des Verbandes persönlich sämtliche Vorsteher der kantonalen Departemente getroffen, um einen Austausch zu wichtigen Themenbereichen zu pflegen, die unseren Kanton und unsere Gemeinden betreffen. Mit demselben Ansatz fanden auch persönliche Treffen mit Vertretern verschiedener Wirtschafts- und Berufsorganisationen statt. Dies hat es uns erlaubt, wichtige Kontakte im Interesse unserer Gemeinden zu pflegen. Wie Sie dem Jahresbericht entnehmen können, hat der VWG in verschiedenen Kommissionen und Arbeitsgruppen mitgearbeitet und wichtige Dossiers bearbeitet und begleitet, wie beispielsweise betreffend der Zweitwohnungsinitiative, im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zum Bundesgesetz über Zweitwohnungen, im Bereich der Steuergesetzrevision, betreffend der Revision des kantonalen Raumplanungsgesetzes, das Projekt der dritten Rhonekorrektur oder etwa die Reform der Institutionen „R21“, um nur einige wichtige zu nennen.

Es ist mir ein Anliegen, dem Präsidenten des Staatsrates und den Mitgliedern des Staatsrates für die sehr wertvolle und konstruktive Zusammenarbeit während des vergangenen Verbandsjahres zu danken. Ein Dank gilt auch den Chefs der kantonalen Dienststellen, ihren Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern für den gepflegten Austausch. Ganz besonders danken möchte ich im Namen des Verbandes Herr Maurice Chevrier, Chef der Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten sowie Herrn Olivier Beney, Delegierter für Finanzen und kommunale Reformen, die als direkte Ansprechpartner der Gemeinden immer ein offenes Ohr für kommunale Anliegen haben.

Die Herausforderungen für unsere lokalen Körperschaften werden sich in Zukunft noch verstärken. Wir müssen sehr aufmerksam sein in Bezug auf Entscheide, die sowohl auf Bundesebene als auch auf kantonaler Ebene getroffen werden, da deren praktische Auswirkungen vielfach ungenügend überlegt worden sind und für die Gemeinden in der praktischen Umsetzung zu Problemen führen. Es ist daher ganz entscheidend, dass sich die Gemeinden auf jeder Stufe Gehör für ihre Anliegen verschaffen und gemeinsame Positionen wirkungsvoll vertreten werden.

Ein grosser Dank geht an die Mitglieder des Vorstandes und an den Generalsekretär für die ausgezeichnete Zusammenarbeit und ihr Engagement im Interesse der Walliser Gemeinden im vergangenen Jahr. Danken möchte ich aber auch Ihnen, sehr geschätzte Gemeindepräsidentinnen und Gemeindepräsidenten für die hervorragende Zusammenarbeit, Ihre Rückmeldungen und Impulse sowie vor allem für Ihre uneingeschränkte Unterstützung für unseren Verband.

Stéphane Pont, Präsident

Rapport d'activité 2013

L'année dernière également, la Fédération des Communes Valaisannes s'est engagée dans de nombreux dossiers et problématiques particulièrement importants pour les communes, afin de défendre efficacement les intérêts de ses membres. Ci-après, nous vous présentons le rapport des activités de notre Fédération durant l'année écoulée, en nous limitant à la description des principales activités.

Comité / Travail de commissions / Représentation

Durant l'année écoulée, le comité s'est réuni à cinq reprises. Les objets traités lors des séances du comité sont nombreux et diversifiés. Le comité discute et approuve les prises de position de la Fédération dans le cadre de procédures de consultation. Il discute et traite également des sujets d'actualité importants pour les communes. A côté de ces séances de comité ordinaires, des rencontres régulières entre une délégation du comité et les chefs des départements et les chefs de services cantonaux ont également eu lieu, afin de discuter des problèmes d'actualité spécifiques aux départements.

Au début de cette nouvelle législature l'assemblée générale a élu l'année passée un nouveau comité, qui se compose comme suit:

- Stéphane Pont, Président, Président de la commune Mollens
- Damien Métrailler, Vice-Président, Président de la commune Evolène
- Niklaus Furger, Vice-Président, Président de la commune Visp
- Christine Clausen, Présidente de la commune Ernen
- Lise Delaloye, Présidente de la commune Ardon
- Stéphane Coppey, Président de la commune Monthey
- Daniel Fournier, Président de la commune Dorénaz
- Gilbert Loretan, Président de la commune Varen
- Stève Lattion, Président de la commune Liddes

Afin de garantir une activité efficace de la Fédération, il est essentiel que les intérêts et les attentes des membres soient intégrés le plus tôt possible dans les processus de décision. La Fédération des Communes Valaisannes s'engage dans ce sens et assure une bonne représentation des communes dans les commissions extraparlimentaires et les groupes de travail.

Durant l'année 2012, les communes ont été représentées dans les groupes de travail et les commissions suivantes:

- Groupe de travail cantonal chargé de l'information et du soutien des communes concernant l'Initiative Weber
- Comité de pilotage mandaté d'accompagner la nouvelle politique en matière du développement territorial
- Groupe de travail concernant la répartition des tâches entre Police cantonale et polices municipales
- Groupe de travail concernant la mise en application de l'autorisation électronique de construction
- Groupe de travail mandaté du lancement de la phase II du concept cantonal pour l'enseignement spécialisé
- Groupe de travail «renaturation des cours d'eau»

- Groupe d'accompagnement du Projet Registre foncier 2020
- Groupe de travail mandaté d'élaborer une nouvelle loi sur l'école primaire
- Groupe de travail mandaté d'élaborer une nouvelle loi cantonale sur la géoinformation
- Commission «forces hydrauliques et communes» dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie de politique énergétique du Canton du Valais
- Groupe de travail traitant la problématique du recyclage et de la revalorisation des matériaux de démolition
- Association «Branche administration publique Valais» (Formation des apprentis)
- Comité de Pilotage pour la mise en œuvre de l'extranet entre l'état et les communes
- Commission des conventions du Réseau Santé Valais
- Commission cantonale tripartite chargée de l'observation du marché du travail dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union Européenne
- Comité de pilotage «opération fiesta»
- Conseil cantonal de l'instruction publique
- Commission cantonale de la formation professionnelle
- Commission cantonale de la protection des données
- Conférence des Fédérations cantonales auprès de l'association suisse des communes

La Fédération des Communes Valaisannes a non seulement entretenu des liens avec ces commissions cantonales et ces groupes de travail, mais a également eu des contacts réguliers avec les Fédérations des communes d'autres cantons, l'Association des Communes Suisses ainsi qu'avec l'Union des villes suisses. La FCV est par ailleurs membre du groupe de suivi pour la politique régionale et locale de l'Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) à Lausanne.

Procédures de consultation

A côté de la défense des intérêts des communes dans les délibérations des différents groupes de travail et commissions, une autre tâche importante de la Fédération est la défense des intérêts de ses membres dans les procédures de consultation cantonales. Dans ce but, le comité élabore et approuve des prises de position, qui sont remises à toutes les communes, pour avis. Les communes ont la possibilité de communiquer leurs remarques au secrétariat général et sont invitées à concrétiser et à compléter les prises de position de la Fédération, compte tenu de leur situation spécifique.

Au cours de l'année, la FCV a soumis des prises de position sur les thèmes suivants:

- Procédure de consultation concernant l'avant-projet de révision partielle de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire et concernant le concept du développement territorial
- Procédure de consultation relative aux avant-projets de loi fédérale et d'ordonnance sur les résidences secondaires
- Procédure de consultation relative à l'avant-projet de loi sur les établissements et institutions sanitaires
- Procédure de consultation concernant la réforme des institutions (R21)

- Préconsultation concernant la révision de la loi cantonale sur les transports publics

Rencontre avec le Conseil d'Etat

En complément aux rencontres bilatérales avec différents chefs de départements, le comité de la FCV rencontre une fois par an le Conseil d'Etat. Cette rencontre permet au comité de présenter les exigences et les attentes des communes au Conseil d'Etat et d'échanger des informations sur les affaires en cours avec les membres du gouvernement. La rencontre de l'année dernière a eu lieu le 9 octobre et a permis d'aborder les thèmes suivants:

- Projet R21: Quelles seront les prochaines étapes notamment suite à la décision du Grand Conseil pour l'élaboration d'un contre-projet à l'initiative populaire cantonale «chaque voix compte»;
- Projet de loi sur les résidences secondaires: Prises de position et défense des intérêts du Canton et des communes dans le cadre des débats parlementaires;
- Nouvelle loi fédérale sur l'aménagement du territoire: Procédure de consultation concernant le projet d'ordonnance; quelles conséquences pour les communes valaisannes?
- Politique de l'énergie: Quel avenir pour les forces hydrauliques valaisannes; perspectives pour les communes concédentes en particulier et l'ensemble des communes valaisannes en général;
- Connaître l'état d'avancement du projet cantonal d'assainissement des cours d'eau que le Canton avait couplé avec les mesures de renaturation déléguées aux sociétés hydroélectriques;
- Renouvellement de la mensuration officielle / participation des communes selon la lettre de l'Etat du 1^{er} juillet 2013;
- Wie denkt der Staatsrat die Weiterführung der „Stärkung der Entwicklung der sozioökonomischen Problemgemeinden“ an die Hand zu nehmen;
- Projet de la troisième correction du Rhône: avancement des travaux;
- Coexistence organisationnelle et collaboration entre la police cantonale et les polices municipales;
- Accompagnement et traitement de personnes potentiellement dangereuses: définition du rôle et de la responsabilité des communes et du Canton et définition des interfaces;
- Référendum contre la loi sur les soins de longue durée: décision et effets pour les finances communales ;
- Kantonales Gesetz über den Sport: Welcher Zeitplan für die Erarbeitung der Verordnung und die Inkraftsetzung;

Séances d'information

La Fédération des Communes Valaisannes organise des manifestations d'information sur des sujets importants, pour les représentantes et les représentants des communes. Au début de la nouvelle législature, la FCV a organisé deux séances d'information, respectivement, à Brigue et à Martigny, afin de permettre aux membres nouvellement élus et aux membres réélus des conseils communaux de s'informer directement sur les questions fondamentales

relatives au travail dans un exécutif communal ainsi que sur certains sujets spécifiques. A cette occasion, on a également présenté les différents modules de formation proposés dans le cadre de la formation des membres des exécutifs communaux.

En étroite collaboration avec les représentants du département cantonal compétent, la FCV a également organisé deux manifestations d'information (respectivement, à Viège et à Sion) consacrées à la mise en œuvre de l'ordonnance sur les résidences secondaires. Tout en étant conscient qu'il n'était pas possible de répondre à toutes les questions, il était malgré tout important d'informer au mieux les représentantes et les représentants des communes sur ce sujet important. Toutes les manifestations d'information ont suscité un vif intérêt, de la part des représentants des communes. Cela montre qu'elles répondent à un besoin réel. La FCV continuera par conséquent d'organiser des manifestations d'information sur des thèmes importants pour les communes.

Groupe parlementaire Communes

Afin d'assurer une défense efficace des intérêts des communes dans les délibérations parlementaires, il est important de disposer d'un large soutien de la part des députés. A travers les membres du groupe parlementaire Communes, la FCV dispose d'un lien direct avec le Grand Conseil et les différents groupes politiques. Cela est très important pour faire valoir les attentes des communes au sein des groupes politiques dès les délibérations préparatoires. Le soutien administratif pour le groupe est assuré par le secrétariat général de la FCV.

Dossiers spécifiques

◆ Initiative Weber

Comme déjà relevé, la FCV a organisé, en février dernier, en collaboration avec le département cantonal compétent, deux séances d'information sur la mise en œuvre concrète de l'ordonnance sur les résidences secondaires. Les représentants de la FCV ont également collaboré activement avec le groupe de travail cantonal afin d'informer et de soutenir les communes dans le domaine des résidences secondaires. Malgré les nombreux efforts à différents niveaux, la situation est restée extrêmement insatisfaisante pour les communes concernées. La pratique du Tribunal fédéral concernant les autorisations de construire accordées entre le 11 mars 2012 et le 31 décembre 2013 a conduit à une détérioration supplémentaire de la situation. La FCV s'est engagée, tant au niveau du canton qu'à celui de la Confédération, pour élaborer, en collaboration avec les autres régions concernées, une application concrète la plus supportable possible. C'est ainsi que la FCV a remis à la Conseillère fédérale Doris Leuthard une prise de position détaillée, dans le cadre de la procédure de consultation sur les projets de loi fédérale et d'ordonnance sur les résidences secondaires. L'orientation générale de la prise de position a préalablement été coordonnée avec les communes concernées, les services cantonaux et les organisations partenaires au niveau fédéral. De nombreuses questions restent toutefois ouvertes, malgré l'ordonnance du Conseil fédéral applicable durant la phase transitoire. Cette insécurité de droit temporaire, de même que l'insécurité relative à la conception du futur cadre juridique correspondant conduisent à une situation intenable, tant pour les collectivités publiques que pour les propriétaires fonciers privés. Dans le cadre des délibérations parlementaires sur l'élaboration de la loi fédérale sur les résidences secondaires, la FCV s'engagera également avec toute son énergie pour la défense des intérêts de ses membres, dans le but d'obtenir les majorités nécessaires à travers d'importantes coalitions.

◆ **Transfert de nouvelles tâches et charges sur les communes**

Fin 2012, le comité de la FCV avait déjà pris une décision de principe, selon laquelle les communes n'entrent en matière sur aucun nouveau projet de loi cantonale qui entraînerait des effets négatifs sur les finances communales. Le comité a confirmé cette décision de principe dans sa nouvelle composition, en automne 2013. La RPT II a été lancée début 2012. A ce jour, il n'est pas possible d'évaluer les effets concrets de ce nouveau système. A cela s'ajoute que la situation économique actuelle difficile représente un défi considérable pour les communes. Avant de connaître les effets réels de la RPT II, il n'est pas possible aux communes d'entrer en matière sur de nouveaux projets cantonaux. L'année dernière, la détérioration de la situation financière du canton a conduit celui-ci à envisager le transfert d'un nombre croissant de tâches et de charges sur les communes. Ainsi, par exemple, dans le domaine des transports publics. La FCV a pris position énergiquement dans les auditions correspondantes. Le transfert prévu d'environ CHF 10 millions sur les communes, et cela pour une offre existante, a été très nettement refusé. La proposition d'un transfert des coûts dans le cadre ci-dessus est absolument inacceptable, après que le principe de la neutralité des coûts a été retenu dans le cadre du projet de la RPT II. La FCV continuera de s'opposer avec détermination au transfert de nouvelles tâches et charges sur les communes.

◆ **Révision partielle de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire**

La révision partielle de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire vise, entre autres, à accélérer et à simplifier la procédure d'approbation des plans directeurs. Ainsi, il a été proposé, dans le cadre de la consultation, que l'approbation du plan directeur cantonal ne soit plus, comme jusqu'à présent, de la compétence du Grand Conseil, mais du Conseil d'Etat. Dans le cadre de la consultation, la FCV a salué le principe de l'accélération et de la simplification de la procédure, mais a rejeté ce transfert de compétence. En collaboration avec le département compétent, une solution a pu être élaborée qui tient compte de la volonté d'accélération et de simplification, tout en accordant aux communes concernées la possibilité de demander l'approbation par le Grand Conseil en cas de désaccord. En cas de désaccord, il est ainsi proposé d'engager une procédure de conciliation entre les communes et le canton. Si cette procédure ne permet pas d'aboutir à un accord, la compétence pour l'approbation du plan directeur passe automatiquement au Grand Conseil. Cette nouvelle approche tient compte au mieux des intérêts des communes.

◆ **Organisation et collaboration Police cantonale et polices municipales**

Le groupe de travail mis en place pour l'élaboration d'un concept relatif à la future organisation et collaboration entre la police cantonale et les polices municipales a rédigé son rapport final à l'intention de la cheffe du département compétent. Dans le cadre d'une séance avec celle-ci et les représentants de la police cantonale, une délégation du comité de la FCV a clairement relevé que les exigences et recommandations élaborées ne pourront pas être mises en œuvre sous cette forme. Il s'agit, fondamentalement, de trouver, avec les communes concernées, des solutions répondant aux besoins. Pour cela, il est indispensable que les solutions proposées présentent une flexibilité suffisante et permettent aux communes de choisir la solution la mieux adaptée à leurs besoins effectifs. Entre-temps, un échange sur ce sujet a également eu lieu avec le nouveau chef du département, et les exigences des communes ont été présentées une nouvelle fois. Suite à cet échange, il a été décidé de mettre en place un groupe de travail avec des représentants des communes, du département et de la police cantonale, dans le but d'élaborer des amorces de solution concrètes pour une future organisation et répartition des tâches conforme aux besoins entre la police cantonale et les polices municipales.

◆ **Rapport concernant l'article 17 de la loi sur les soins de longue durée**

En collaboration avec l'Association valaisanne des établissements médico-sociaux (AVALEMS), la FCV a mis en place un groupe de travail dans le but d'élaborer des recommandations concernant l'application concrète de l'obligation faite aux communes de se rattacher à un ou plusieurs EMS, prévue à l'art. 17 de la loi sur les soins de longue durée. Compte tenu du fait que, en raison du référendum en cours, cette loi n'est pas encore entrée en vigueur, mais que la question de l'obligation de rattachement n'est pas fondamentalement contestée, y compris dans la perspective du référendum, la FCV et l'AVALEMS tenaient à élaborer le plus tôt possible des recommandations sur ce point, à l'intention des communes. Le groupe de travail a formulé des recommandations correspondantes dans son rapport final. Celles-ci s'appliquent aux communes qui ne disposent pas encore du rattachement exigé à un EMS ou qui ne disposent pas de suffisamment de lits, par rapport à leur population âgée de plus de 80 ans. Le rapport du groupe de travail a été remis au département compétent, afin que ces recommandations puissent être prises en compte dans la suite des travaux.

◆ **Formation pour les membres des exécutifs communaux**

Pour la troisième fois déjà, la FCV a organisé, au début de la nouvelle législature, une formation pour les membres nouvellement élus et les membres réélus des exécutifs communaux, en collaboration avec le RW Oberwallis, le Centre valaisan de perfectionnement continu et le canton du Valais. Les membres intéressés des autorités communales ont eu la possibilité de choisir parmi plusieurs modules de formation et d'obtenir notamment des informations sur les différents services communaux. Ces formations sont données en grande partie par les experts compétents des services cantonaux. De cette manière, les représentants des communes peuvent obtenir des informations de première main et nouer des contacts importants avec leurs futurs interlocuteurs au sein de l'administration cantonale. L'année dernière également, cette offre de formation a suscité un vif intérêt, ce qui est très réjouissant. La FCV est convaincue que cette offre permet tout particulièrement aux nouveaux membres des exécutifs communaux d'acquérir de précieuses connaissances pour l'exercice de leur fonction.

Le Président:

Stéphane Pont

Le Secrétaire général:

Oliver Schnyder

Tätigkeitsbericht 2013

Auch im vergangenen Verbandsjahr waren die Dossiers und Problemstellungen von besonderer Bedeutung für die Gemeinden sehr zahlreich. Der Verband Walliser Gemeinden hat sich diesen Dossiers angenommen und hat sich mit dem Ziel einer wirkungsvollen Vertretung der Interessen seiner Mitglieder engagiert. Es freut uns, Ihnen im Folgenden den Bericht über die Tätigkeiten unseres Verbandes im vergangenen Jahr vorzulegen. Wir beschränken uns dabei auf die Darlegung der wichtigsten Aktivitäten.

Vorstand / Kommissionsarbeit / Repräsentationen

Der Vorstand traf sich im vergangenen Verbandsjahr zu insgesamt fünf Sitzungen. Die Traktanden der Vorstandssitzungen sind zahlreich und vielschichtig zugleich. Der Vorstand diskutiert und verabschiedet die Stellungnahmen des Verbandes im Rahmen von Vernehmlassungsverfahren und diskutiert und bearbeitet aktuelle, wichtige Themen für die Gemeinden. Nebst diesen ordentlichen Vorstandssitzungen haben auch im vergangenen Jahr regelmässig Treffen einer Delegation des Vorstandes mit den kantonalen Departementsvorstehern und Dienstchefs stattgefunden, um departementsspezifische und aktuelle Probleme zu besprechen.

Zu Beginn der neuen Legislaturperiode wurde anlässlich der letztjährigen Generalsversammlung der Vorstand neu bestellt. Dieser setzt sich neu wie folgt zusammen:

- Stéphane Pont, Präsident, Gemeindepräsident Mollens
- Damien Métrailler, Vize-Präsident, Gemeindepräsident Evolène
- Niklaus Furger, Vize-Präsident, Gemeindepräsident Visp
- Christine Clausen, Gemeindepräsidentin Ernen
- Lise Delaloye, Gemeindepräsidentin Ardon
- Stéphane Coppey, Gemeindepräsident Monthey
- Daniel Fournier, Gemeindepräsident Dorénaz
- Gilbert Loretan, Gemeindepräsident Varen
- Stève Lattion, Gemeindepräsident Liddes

Für die Gewährleistung einer wirkungsvollen Verbandstätigkeit ist es von zentraler Bedeutung, dass die Interessen und Anliegen der Mitglieder in einem möglichst frühen Stadium in die Entscheidungsprozesse eingebracht werden. Der Verband Walliser Gemeinden engagiert sich in diesem Zusammenhang und stellt sicher, dass in den ausserparlamentarischen Kommissionen und Arbeitsgruppen eine gute Vertretung der Gemeinden gewährleistet ist.

Im vergangenen Jahr waren die Gemeinden in folgenden Arbeitsgruppen und Kommissionen vertreten:

- Kantonale Arbeitsgruppe mit dem Auftrag der Information und Unterstützung der Gemeinden in Sachen Zweitwohnungsinitiative
- Kantonaler Lenkungsausschuss betreffend Neuausrichtung der Politik im Bereich Raumentwicklung
- Arbeitsgruppe betreffend die Aufgabenteilung zwischen Kantonspolizei und Gemeindepolizei
- Arbeitsgruppe betreffend Umsetzung der elektronischen Baubewilligung

- Arbeitsgruppe für die Lancierung der Phase II des kantonalen Konzepts für das Sonderschulwesen
- Arbeitsgruppe „Renaturierung der Wasserläufe“
- Begleitgruppe des Projekts Grundbuch 2020
- Arbeitsgruppe betreffend die Finanzierung der Konservatorien
- Kommission zur Erarbeitung neuer kantonalen Ausführungsbestimmungen im Bereich GeoInformation
- Arbeitsgruppe für die Entwicklung der Dorfkerne
- Arbeitsgruppe betreffend Recycling und Aufbereitung von Abfallmaterialien
- Vereinigung „Branche öffentliche Verwaltung Wallis“ (Lehrlingsausbildung)
- Commission des conventions des Gesundheitsnetzes Wallis
- Commission rhodanique
- Projekt-Lenkungsausschuss elektronische Vernetzung der Gemeinden mit dem Kanton
- Kantonale tripartite Kommission zur Beobachtung des Arbeitsmarktes im Zusammenhang mit den flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit
- Vereinigung für Prophylaxie und Jugendzahnpflege
- Kantonale Berufsbildungskommission
- Kantonale Bildungskommission
- Kantonale Datenschutzkommission
- Konferenz der kantonalen Gemeindeverbände beim Schweizerischen Gemeindeverband

Der Verband Walliser Gemeinden pflegte über diese kantonalen Kommissionen und Arbeitsgruppen hinaus einen regelmässigen Kontakt und Austausch mit den Gemeindeverbänden anderer Kantone, dem Schweizerischen Gemeindeverband sowie dem Schweizerischen Städteverband. Zudem ist der VWG Mitglied der Begleitgruppe für Regional- und Lokalpolitik des Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) in Lausanne.

Vernehmlassungsverfahren

Nebst der Vertretung der Anliegen der Gemeinden in den Beratungen der verschiedenen Arbeitsgruppen und Kommissionen besteht eine weitere wichtige Aufgabe des Verbandes in der Vertretung der Interessen seiner Mitglieder im Rahmen der kantonalen Vernehmlassungsverfahren. Zu diesem Zweck erarbeitet und verabschiedet der Vorstand Stellungnahmen, die sämtlichen Gemeinden zur Konsultation zugestellt werden. Die Gemeinden haben jeweils die Möglichkeit, ihre Bemerkungen dem Generalsekretariat mitzuteilen und sind eingeladen, die Stellungnahmen des Verbandes unter Berücksichtigung ihrer individuellen Situation zu konkretisieren und zu ergänzen.

Der VWG hat im Verlaufe des vergangenen Jahres zu folgenden Themenbereichen Stellungnahmen eingereicht:

- Vernehmlassungsverfahren betreffend Vorentwurf zur Teilrevision des kantonalen Gesetzes über die Raumplanung und zum Vorentwurf des Raumentwicklungskonzepts
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Entwürfe zum Bundesgesetz und zur Verordnung über die Zweitwohnungen

- Vernehmlassungsverfahren betreffend Vorentwurf zum Gesetz über die Krankenanstalten und -institutionen
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Reform der Institutionen (R21)
- Voranhörung zur Revision des kantonalen Gesetzes über den öffentlichen Verkehr

Treffen mit dem Staatsrat

Nebst den bilateralen Treffen mit einzelnen Departementsvorstehern trifft sich der Vorstand des VWG einmal jährlich mit dem Gesamtstaatsrat. Diese Begegnung bietet dem Vorstand die Möglichkeit, die Forderungen und Anliegen der Gemeinden vor dem Gesamtstaatsrat anzubringen sowie einen gegenseitigen Informationsaustausch zu laufenden Angelegenheiten mit den Mitgliedern der Regierung zu pflegen. Das letztjährige Treffen fand am 9. Oktober statt und folgende Themenbereiche wurden behandelt:

- Projekt R21: Welches sind die geplanten nächsten Schritte, insbesondere angesichts des Entscheids des Grossen Rates einen Gegenvorschlag zur Volksinitiative „Jede Stimme zählt“ zu erarbeiten?;
- Gesetzesvorentwurf über die Zweitwohnungen: Koordination der Stellungnahmen und Vertretung der Interessen des Kantons und der Gemeinden im Rahmen der künftigen parlamentarischen Debatten;
- Neues Bundesgesetz über die Raumplanung: Vernehmlassungsverfahren zum Verordnungsentwurf; welche Auswirkungen auf die Walliser Gemeinden?;
- Energiepolitik: Die Zukunft der Wasserkraft im Wallis; Perspektiven für die Konzessionsgemeinden im Besonderen und die Gesamtheit der Gemeinden im Allgemeinen?;
- Wie ist der Stand des kantonalen Projekts zur Sanierung der Wasserläufe, welches der Kanton mit den Massnahmen zur Renaturierung, die von den Wasserkraftgesellschaften getroffen werden müssen, gekoppelt hat?
- Erneuerung der amtlichen Vermessung / Beteiligung der Gemeinden gemäss Schreiben des Kantons vom 1. Juli 2013;
- Wie denkt der Staatsrat die Weiterführung der „Stärkung der Entwicklung der sozioökonomischen Problemgemeinden“ an die Hand zu nehmen?;
- Projekt der 3. Rhonekorrektur: Stand der Arbeiten; Kostenbeteiligung der Gemeinden;
- Organisationelle Koexistenz und Zusammenarbeit zwischen der Kantonspolizei und den Gemeindepolizeien;
- Begleitung und Behandlung potentiell gefährlicher Personen: Definition der Rolle und der Verantwortlichkeiten des Kantons und der Gemeinden sowie Festlegung der Schnittstellen;
- Referendum gegen das kantonale Gesetz über die Langzeitpflege: Entscheid und Auswirkungen auf die Gemeindefinanzen;
- Kantonales Gesetz über den Sport: Welcher Zeitplan für die Erarbeitung der Verordnung und die Inkraftsetzung?

Informationsveranstaltung

Der Verband Walliser Gemeinden organisiert Informationsveranstaltungen für die Vertreterinnen und Vertreter der Gemeinden zu wichtigen und aktuellen Themenbereichen. Zu Beginn der neuen Legislaturperiode hat der VWG je eine Informationsveranstaltung in Brig und Martinach organisiert mit dem Ziel den neu- und wiedergewählten Mitgliedern des Gemeinderates die Möglichkeit zu geben, sich aus erster Hand zu grundsätzlichen Fragen zur Arbeit in einer Gemeindeexekutive sowie zu ausgewählten spezifischen Themenbereichen zu informieren. Im gleichen Rahmen wurde auch über die verschiedenen im Rahmen der Ausbildung für Mitglieder der Gemeindeexekutiven angebotenen Ausbildungsmodule orientiert. In enger Zusammenarbeit mit den Vertretern des zuständigen kantonalen Departements hat der VWG zudem zwei Informationsveranstaltungen (je eine in Visp und in Sitten) zum Thema der Umsetzung der Verordnung zur Zweitwohnungsinitiative organisiert. Im Bewusstsein, dass nicht auf alle offenen Fragen auch entsprechende Antworten gegeben werden konnten, war es dennoch wichtig, soweit möglich die Vertreterinnen und Vertreter der Gemeinden zu dieser wichtigen Thematik zu informieren. Alle Informationsveranstaltungen stiessen auf ein grosses Interesse seitens der Gemeindevertreter. Dies zeigt, dass ein entsprechendes Bedürfnis vorhanden ist. Der VWG wird daher auch in Zukunft zu ausgewählten, für die Gemeinden wichtigen Themen, Informationsveranstaltungen durchführen.

Parlamentarische Gruppe Gemeinden

Damit eine wirkungsvolle Vertretung der Interessen der Gemeinden in den parlamentarischen Beratungen gewährleistet werden kann, ist es wichtig, über eine breite Abstützung bei den Abgeordneten zu verfügen. Über die Mitglieder der parlamentarischen Gruppe Gemeinden verfügt der VWG über einen direkten Draht in den Grossen Rat und in die einzelnen politischen Fraktionen. Dies ist sehr wichtig, damit die Anliegen der Gemeinden bereits in den vorbereitenden Beratungen in den politischen Fraktionen einfließen können. Der administrative Support für die Gruppe wird durch das Generalsekretariat des VWG sichergestellt.

Spezifische Dossiers

◆ Zweitwohnungsinitiative

Wie bereits dargelegt, hat der VWG in Zusammenarbeit mit dem zuständigen kantonalen Departement im vergangenen Februar zwei Informationsveranstaltungen zum Thema der konkreten Umsetzung der Verordnung zur Zweitwohnungsinitiative organisiert. Die Vertreter des VWG haben auch in der kantonalen Arbeitsgruppe mit dem Auftrag der Information und Unterstützung der Gemeinden in Sachen Zweitwohnungsthematik aktiv mitgearbeitet. Trotz der vielen Bestrebungen auf verschiedenen Stufen blieb die Situation für die betroffenen Gemeinden äusserst unzufriedenstellend. Die Praxis des Bundesgerichts betreffend der Handhabung der zwischen 11. März 2012 und 31. Dezember 2012 erteilten Baubewilligungen führte zu einer zusätzlichen Verschärfung der Situation. Der VWG hat sich sowohl auf Stufe Kanton als auch auf Stufe Bund eingesetzt, um gemeinsam mit den anderen betroffenen Regionen die konkrete Umsetzung möglichst verträglich gestalten zu können. So hat der VWG im vergangenen Jahr eine umfassende Stellungnahme im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zu den Entwürfen des Bundesgesetzes und zur Verordnung über die Zweitwohnungen bei Frau Bundesrätin Doris Leuthard eingereicht. Die inhaltliche Ausrichtung der Stellungnahme wurde vorgängig mit den betroffenen Gemeinden, den kantonalen Stellen und den Partnerorganisationen auf Bundesebene koordiniert. Viele Fragen bleiben trotz der in der Übergangsphase geltenden Verordnung des Bundesrates ungeklärt. Diese momentane Rechtsunsicherheit aber auch die Unsicherheit bezüglich der künftigen Ausgestaltung

des diebeszüglichen rechtlichen Rahmens führen sowohl bei den betroffenen öffentlich-rechtlichen Körperschaften als auch bei privaten Grundeigentümern zu einer unhaltbaren Situation. Der VWG wird sich auch im Rahmen der parlamentarischen Beratungen in den Eidg. Räten zur Ausgestaltung des Bundesgesetzes über die Zweitwohnungen mit Vehemenz für die Vertretung der Interessen seiner Mitglieder einsetzen, mit dem Ziel durch wichtige Koalitionen die erforderlichen Mehrheiten beschaffen zu können.

◆ **Überwälzung neuer Aufgaben und Lasten auf die Gemeinden**

Der Vorstand VWG hat bereits Ende 2012 einen Grundsatzbeschluss gefällt, wonach die Gemeinden auf keine neuen kantonalen Gesetzgebungsvorlagen oder Projekte eintreten, die zu negativen Auswirkungen auf die Gemeindefinanzen führen würden. Der Vorstand hat in seiner neuen Zusammensetzung im Herbst 2013 diesen Grundsatzentscheid bestätigt. Auf anfangs 2012 wurde der NFA II eingeführt. Die konkreten Auswirkungen dieses neuen Systems sind im Moment noch nicht absehbar. Kommt hinzu, dass die aktuell schwierige wirtschaftliche Entwicklung die Gemeinden vor bedeutende Herausforderungen stellt. Bevor die effektiven Auswirkungen des NFA II bekannt sein werden, ist es für die Gemeinden angesichts dieser Ausgangslage unmöglich, auf neue kantonale Vorlagen und Projekte einzutreten. Die Verschlechterung der finanziellen Situation des Kantons führte im vergangenen Verbandsjahr dazu, dass seitens des Kantons vermehrt beabsichtigt wird, Aufgaben und Lasten auf die Gemeinden zu überwälzen. So etwa im Bereich des öffentlichen Verkehrs. Der VWG hat in der entsprechenden Voranhörung mit Vehemenz Stellung bezogen. Die vorgeschlagene Überwälzung von rund CHF 10 Mio. auf die Gemeinden und dies für ein bestehendes Angebot wurde mit aller Deutlichkeit abgelehnt. Der Vorschlag einer Kostenüberwälzung im oben aufgezeigten Rahmen ist absolut inakzeptabel, nachdem im Rahmen des Projekts NFA II das Prinzip der Kostenneutralität beschlossen worden ist. Der VWG wird sich auch weiterhin gegen die Überwälzung von neuen Aufgaben und Lasten auf die Gemeinden zur Wehr setzen.

◆ **Teilrevision des kantonalen Raumplanungsgesetzes**

Mit der Teilrevision des kantonalen Raumplanungsgesetzes soll unter anderem das Verfahren zur Verabschiedung der Richtpläne beschleunigt und vereinfacht werden. So wurde in der Vernehmlassung etwa vorgeschlagen, dass die Entscheidkompetenz zur Verabschiedung des kantonalen Richtplans nicht wie bis anhin beim Grossen Rat sondern neu beim Staatsrat liegen soll. Der VWG hat im Vernehmlassungsverfahren den Grundsatz der Beschleunigung und Vereinfachung der Verfahren begrüsst, jedoch die Verschiebung der Entscheidkompetenz abgelehnt. In Zusammenarbeit mit dem zuständigen Departement konnte eine Lösung erarbeitet werden, die einerseits dem Interesse an beschleunigten und vereinfachten Verfahren Rechnung trägt und andererseits aber den betroffenen Gemeinden die Möglichkeit gibt, bei Unstimmigkeiten die Verabschiedung durch den Grossen Rat zu verlangen. So ist nun vorgeschlagen, bei Differenzen ein Schlichtungsverfahren zwischen betroffenen Gemeinden und dem Kanton durchzuführen. Falls dieses zu keiner Einigung führen sollte, fällt die Kompetenz der Verabschiedung des Richtplans automatisch dem Grossen Rat zu. Mit diesem neuen Lösungsansatz wird den Anliegen der Gemeinden bestmöglich Rechnung getragen.

◆ **Organisation und Zusammenarbeit Kantonspolizei und Gemeindepolizeien**

Die zur Erarbeitung eines Konzepts betreffend künftiger Organisation und Zusammenarbeit zwischen Kantonspolizei und Gemeindepolizeien eingesetzte Arbeitsgruppe hat ihren Schlussbericht zu Händen der zuständigen Departementschefin verfasst. Im Rahmen einer Sitzung mit der zuständigen Departementschefin und den Vertretern der Kantonspolizei hat eine Delegation des Vorstandes VWG klar darauf hingewiesen, dass die erarbeiteten Vorgaben bzw. Empfehlungen nicht eins zu eins

umgesetzt werden können. Es geht grundsätzlich darum, bedürfnisgerechte Lösungen mit den betroffenen Gemeinden zu finden. Um dies gewährleisten zu können, ist es unabdingbar, dass die vorgeschlagenen Lösungen eine genügende Flexibilität bieten und den betroffenen Gemeinden die Möglichkeit geben, die am besten auf ihre konkreten Bedürfnisse zugeschnittene Lösung zu wählen. In der Zwischenzeit hat ein Austausch zu dieser Thematik mit dem neu zuständigen Departementchef stattgefunden, und die Forderungen der Gemeinden wurden erneut dargelegt. Es wurde daraufhin beschlossen, eine Arbeitsgruppe einzusetzen mit Vertretern der Gemeinden des Departements und der Kantonspolizei, mit dem Auftrag, konkrete Lösungsansätze für eine bedürfnisgerechte künftige Polizei-Organisation und Aufgabenteilung zwischen Kantonspolizei und Gemeindepolizeien zu erarbeiten.

◆ **Bericht zu Art. 17 des Gesetzes über die Langzeitpflege**

Der VWG hat gemeinsam mit der Walliser Vereinigung der Alters- und Pflegeheime (AVALEMS) eine Arbeitsgruppe eingesetzt, mit dem Auftrag Empfehlungen betreffend der konkreten Umsetzung der in Art. 17 des Gesetzes über die Langzeitpflege vorgesehenen Anschlussverpflichtung der Gemeinden an ein oder mehrere Alters- und Pflegeheime zu erarbeiten. Angesichts der Tatsache, dass aufgrund der hängigen Referendumsfrage das Gesetz über die Langzeitpflege zwar noch nicht in Kraft getreten ist, jedoch die Frage der Anschlussverpflichtung auch vor dem Hintergrund des Referendums nicht an sich bestritten ist, war es dem VWG und der AVALEMS wichtig, in dieser Frage bereits frühzeitig mögliche Empfehlungen zu Handen der Gemeinden zu erarbeiten. Die Arbeitsgruppe hat in ihrem Schlussbericht entsprechende Empfehlungen formuliert. Diese kommen für Gemeinden zur Anwendung, die noch nicht über den erforderlichen Anschluss an ein Alters- und Pflegeheim oder im Verhältnis zu ihrer Bevölkerung, die älter als 80 Jahre ist, über eine ungenügende Anzahl von Betten verfügen. Der Bericht der Arbeitsgruppe wurde beim zuständigen Departement eingereicht, damit diese Empfehlungen für die weiteren Arbeiten berücksichtigt werden können.

◆ **Ausbildung für die Mitglieder der Gemeindeexekutiven**

Bereits zum dritten Mal hat der VWG zu Beginn der neuen Legislaturperiode gemeinsam mit der RWO Oberwallis, dem Centre valaisan de perfectionnement continu und dem Kanton Wallis eine Ausbildung für die neu- und wiedergewählten Mitglieder der Gemeindeexekutiven organisiert. Die interessierten Mitglieder der kommunalen Behörden hatten die Möglichkeit, aus mehreren Ausbildungsmodulen auszuwählen und dabei insbesondere auch Informationen zu den verschiedenen Ressorts in den Gemeinden zu erhalten. Als Dozenten fungieren vielfach die zuständigen Experten der kantonalen Dienststellen. Dies hat den Vorteil, dass sich die Gemeindevertreter aus erster Hand informieren können und gleichzeitig auch wichtige Kontakte zu künftigen Ansprechpersonen innerhalb der kantonalen Verwaltung knüpfen können. Auch im vergangenen Jahr stiess das Ausbildungsangebot erfreulicherweise auf ein reges Interesse. Der VWG ist überzeugt, dass mit diesem Angebot gerade den neugewählten Mitgliedern der Gemeindeexekutiven die Möglichkeit geboten wird, wertvolle Erkenntnisse zur Ausübung ihres Amtes zu gewinnen.

Der Präsident:

Stéphane Pont

Der Generalsekretär:

Oliver Schnyder

	Comptes 2012	Budget 2013	Comptes 2013	Budget 2014	Budget 2015
Recettes:					
Cotisations des membres	CHF 204'074.50	CHF 205'000.00	CHF 217'086.30	CHF 205'000.00	CHF 210'000.00
Montant de base	CHF 8'900.00	CHF 9'000.00	CHF 8'900.00	CHF 9'000.00	CHF 9'000.00
Intérêts bancaires	CHF 176.70	CHF 200.00	CHF 103.10	CHF 200.00	CHF 200.00
Total Recettes	CHF 213'151.20	CHF 214'200.00	CHF 226'089.40	CHF 214'200.00	CHF 219'200.00
Dépenses:					
Administration secrétariat, infrastructure, frais de bureau (téléphone, copies, ports, matériel de bureau), comptabilité, traductions	CHF 52'944.00 (TVA inclus)	CHF 52'944.00 (TVA inclus)	CHF 52'944.00 (TVA inclus)	CHF 52'944.00 (TVA inclus)	CHF 52'944.00 (TVA inclus)
Mandat secrétaire général	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00
Charges sociales	CHF 17'275.65	CHF 17'000.00	CHF 16'996.95	CHF 17'000.00	CHF 17'000.00
Frais	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00
Présidence / Comité / Commissions	CHF 15'559.20	CHF 20'000.00	CHF 20'639.15	CHF 20'000.00	CHF 20'000.00
Charges AVS Présidence (2009 - 2012)	CHF	CHF	CHF 3'146.10	CHF	CHF
Assemblée générale et Rapport annuel	CHF 6'287.70	CHF 6'000.00	CHF 7'172.54	CHF 6'000.00	CHF 6'000.00
Séance d'information	CHF 5'031.90	CHF 4'500.00	CHF 4'688.70	CHF 4'500.00	CHF 4'500.00
Formation des apprentis communaux	CHF 0.00	CHF 5'000.00	CHF 5'000.00	CHF 5'000.00	CHF 10'000.00
Convention de formation	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00
IDHEAP / PAIR / CVPC	CHF 600.00	CHF 1'150.00	CHF 1'700.00	CHF 1'150.00	CHF 1'500.00
Hosting, Site internet / Hosting, Webside	CHF 1'253.05	CHF 2'000.00	CHF 2'088.60	CHF 2'000.00	CHF 2'000.00
Frais de tenue de compte / Impôt anticipé	CHF 98.95	CHF 300.00	CHF 97.06	CHF 300.00	CHF 300.00
Divers	CHF 6'126.40	CHF 3'000.00	CHF 3'484.50	CHF 3'000.00	CHF 3'000.00
Initiative Weber / Campagne contre la LAT	CHF	CHF	CHF 18'321.15	CHF	CHF
Total Dépenses	CHF 200'976.85	CHF 207'694.00	CHF 232'078.75	CHF 207'694.00	CHF 213'044.00
Bénéfice de l'exercice / Perte de l'exercice	CHF 12'174.35	CHF 6'506.00	CHF -5'989.35	CHF 6'506.00	CHF 6'156.00

	Rechnung 2012	Budget 2013	Rechnung 2013	Budget 2014	Budget 2015
Einnahmen:					
Mitgliederbeiträge	CHF 204'074.50	CHF 205'000.00	CHF 217'086.30	CHF 205'000.00	CHF 210'000.00
Sockelbeitrag	CHF 8'900.00	CHF 9'000.00	CHF 8'900.00	CHF 9'000.00	CHF 9'000.00
Bankzinsen	CHF 176.70	CHF 200.00	CHF 103.10	CHF 200.00	CHF 200.00
Total Einnahmen	CHF 213'151.20	CHF 214'200.00	CHF 226'089.40	CHF 214'200.00	CHF 219'200.00
Ausgaben:					
Administration Sekretariat, Infrastruktur, Bürokosten (Telefon, Kopien, Porti, Büromaterial) Buchhaltung, Übersetzungen	CHF 52'944.00 (MWSt inkl.)	CHF 52'944.00 (MWSt inkl.)	CHF 52'944.00 (MWSt inkl.)	CHF 52'944.00 (MWSt inkl.)	CHF 52'944.00 (MWSt inkl.)
Mandat Generalsekretär	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00	CHF 90'000.00
Lohnnebenkosten	CHF 17'275.65	CHF 17'000.00	CHF 16'996.95	CHF 17'000.00	CHF 17'000.00
Spesen	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00
Präsident / Vorstand / Kommissionen	CHF 15'559.20	CHF 20'000.00	CHF 20'639.15	CHF 20'000.00	CHF 20'000.00
AHV-Beiträge Präsidium (2009 - 2012)	CHF	CHF	CHF 3'146.10	CHF	CHF
Generalversammlung und Jahresbericht	CHF 6'287.70	CHF 6'000.00	CHF 7'172.54	CHF 6'000.00	CHF 6'000.00
Informationsveranstaltung	CHF 5'031.90	CHF 4'500.00	CHF 4'688.70	CHF 4'500.00	CHF 4'500.00
Ausbildung Gemeindelehrlinge	CHF 0.00	CHF 5'000.00	CHF 5'000.00	CHF 5'000.00	CHF 10'000.00
Ausbildungsvereinbarung	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00
IDHEAP / PAIR / CVPC	CHF 600.00	CHF 1'150.00	CHF 1'700.00	CHF 1'150.00	CHF 1'500.00
Hosting, Site internet / Hosting, Website	CHF 1'253.05	CHF 2'000.00	CHF 2'088.60	CHF 2'000.00	CHF 2'000.00
Bankspesen / Verrechnungssteuer	CHF 98.95	CHF 300.00	CHF 97.06	CHF 300.00	CHF 300.00
Diverses	CHF 6'126.40	CHF 3'000.00	CHF 3'484.50	CHF 3'000.00	CHF 3'000.00
Zweitwohnungsinitiative / Kampagne Raumplanungsgesetz	CHF	CHF	CHF 18'321.15	CHF	CHF
Total Ausgaben	CHF 200'976.85	CHF 207'694.00	CHF 232'078.75	CHF 207'694.00	CHF 213'044.00
Betriebsgewinn / Betriebsverlüt	CHF 12'174.35	CHF 6'506.00	CHF -5'989.35	CHF 6'506.00	CHF 6'156.00

BILAN

ACTIF		31.12.2013		31.12.2012
Compte auprès de la BCV	Fr.	<u>136'946.05</u>	Fr.	<u>138'665.40</u>
Total	Fr.	136'946.05	Fr.	138'665.40
PASSIF		31.12.2013		31.12.2012
Passifs transitoires	Fr.	11'070.00	Fr.	6'800.00
Fortune	Fr.	131'865.40	Fr.	119'691.05
Bénéfice/Perte	Fr.	<u>-5'989.35</u>	Fr.	<u>12'174.35</u>
Total	Fr.	136'946.05	Fr.	138'665.40

BILANZ

AKTIVEN		31.12.2013		31.12.2012
Bankkonto WKB	Fr.	<u>136'946.05</u>	Fr.	<u>138'665.40</u>
Total	Fr.	136'946.05	Fr.	138'665.40
PASSIVEN		31.12.2013		31.12.2012
Transitorische Passiven	Fr.	11'070.00	Fr.	6'800.00
Vermögen	Fr.	131'865.40	Fr.	119'691.05
Gewinn/Verlust	Fr.	<u>-5'989.35</u>	Fr.	<u>12'174.35</u>
Total	Fr.	136'946.05	Fr.	138'665.40

FCV - VWG

Fédération des Communes Valaisannes

Verband Walliser Gemeinden

Rapport des vérificateurs de comptes 2013 à l'assemblée générale de la FCV

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

En notre qualité de vérificateurs des comptes de la FCV, nous avons vérifié, conformément aux dispositions légales, la comptabilité et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte d'exploitation présentés par le Comité pour l'exercice arrêté au 31.12.2013.

Notre révision a été effectuée selon les normes reconnues.

Sur la base de notre vérification, nous constatons que la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Les vérificateurs de comptes:

Nellen Markus

Jean-Michel Gaillard

Baltschieder / Riddes, le

COMITE ET SECRETARIAT DE LA FEDERATION DES COMMUNES VALAISANNES

Stéphane PONT	Mollens	Rte de Montana 25 3974 Mollens VS	adm com: 027 481 11 21 fax: 027 480 15 04 natel: 079 572 34 08	e-mail: stephane.pont@cransmontana.ch	Président
Damien METRAILLER	Evolène	Rue Centrale 236 1983 Evolène	adm com: 027 283 13 00 fax: 027 283 31 01	e-mail: damien.metrailler@admin-evolene.ch	Vice-Président
Niklaus FURGER	Visp	Weingartenweg 24 3930 Visp	adm com: 027 948 99 10 fax: 027 948 99 01 natel: 079 436 51 53	e-mail: praesident@visp.ch	Vize-Präsident
Christine CLAUSEN	Ernen	3995 Ernen	adm com: 027 971 14 28 fax: 027 971 36 83 natel: 079 822 47 66	e-mail: christine.clausen@fernuni.ch	
Stéphane COPPEY	Monthey	Route de Mareindeux 30 1870 Monthey	adm com: 024 475 75 11 fax: 024 475 77 99	e-mail: stephane.coppey@monthey.ch	
Lise DELALOYE	Ardon	Rue des Collonges 7 1957 Ardon	adm com: 027 305 15 85 fax: 027 305 15 82 natel: 079 644 31 04	e-mail: lise.delaloye@ardon.ch	
Daniel FOURNIER	Dorénaz	Rue de la Scie 10 1905 Dorénaz	adm com: 027 764 16 48 fax: 027 722 93 56	e-mail: commune@dorenaz.ch	Caissier
Stève LATTION	Liddes	Rue de la Blantze 12 1945 Liddes	Adm com.: 027 782 61 61 Fax: 027 782 61 60 Natel: 079 291 59 07	e-mail: steve.lattion@netplus.ch	
Gilbert LORETAN	Varen	3953 Varen	adm com.: 027 473 15 77 fax: 027 473 40 68 Natel: 078 601 75 90	e-mail: loretan.albrecht@bluewin.ch	
Oliver SCHNYDER		CP 685 3900 Brig	tel: 027 924 66 00 fax: 027 924 66 01 natel: 079 337 46 65	e-mail: info@fcv-vwg.ch	Secrétariat général

Adresse:

Fédération des Communes Valaisannes
Secrétariat général
Case postale 685
3900 Brigue

Verband Walliser Gemeinden
Generalsekretariat
Postfach 685
3900 Brig

Tel. 027 924 66 00

Fax. 027 924 66 01

info@fcv-vwg.ch

<http://www.fcv-vwg.ch>